



ment agiter la menace de représailles économiques contre les intérêts américains en France. Il avait la possibilité, pour diminuer l'impact de la perte éventuelle de filiales étrangères, de réorganiser le réseau international de Thomson (nationalisé) afin de l'utiliser comme support de diffusion des systèmes informatiques produits dans le secteur nationalisé.

En s'appuyant sur le soutien des travailleurs qui lui était acquis, le gouvernement avait la possibilité de mobiliser les énergies et la connaissance que les salariés ont de leur propre entreprise pour faire échec ou contre-carrer les manœuvres américaines. Une telle attitude est évidemment inconciliable avec le secret : elle exige au contraire publicité et transparence dans les négociations. Elle aurait permis à la fois de limiter les concessions et de rendre compréhensible par tous le compromis inévitable.

Enfin, face à une position intransigeante et offensive du gouvernement français, il est à peu près évident que l'affrontement aurait pris une dimension politique (6) et il n'est pas sûr que, pour l'administration Reagan, le jeu en ait valu la chandelle. Le raffermissement de la « solidarité occidentale » aurait passé avant les intérêts spécifiques de l'HS.

Peut-être n'aurait-on pu éviter toute indemnisation, mais, en agissant comme il l'a fait, le gouvernement était assuré de payer le prix maximum. A l'heure de la rigueur et de l'austérité, ces contribuables que sont aussi les salariés apprécieront.

D'autant qu'à l'heure actuelle, la finalité de la nationalisation — ou du moins de la prise de contrôle par l'Etat — n'apparaît pas clairement :

— pour les salariés, rien n'a changé dans l'entreprise ;

— quant à la politique industrielle, les choix ne sont pas encore connus et semblent réservés, là encore, à un petit cénacle de technocrates ■

**François DUVAL**  
Septembre 1982

1) SGPM - Saint-Gobain Pont-à-Mousson, principal actionnaire de CII Honeywell Bull et lui-même nationalisable.

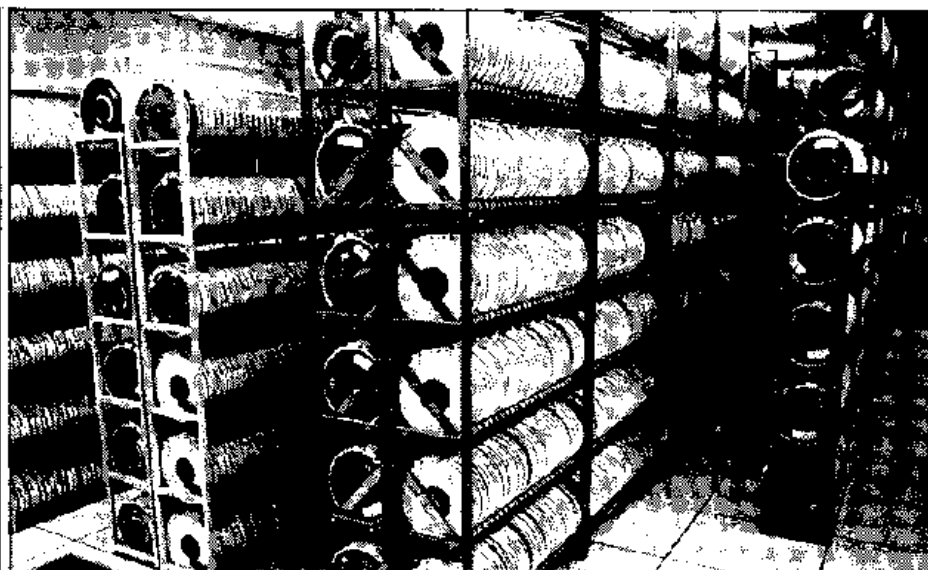
2) Cf « Dossier Politique Industrielle », in *Terminal* 19/84, n° 6.

3) L'Etat contrôle ainsi 51 % + 20 % de CMB qui contrôle elle-même 80 % de CII Honeywell Bull (71 % de 80 % : 57 %).

4) Peut-on considérer pour autant que CII HB est nationalisée ? La réponse n'est pas évidente car, selon la propre direction de CII HB, « les actions de CII HB vont être détenus à 80 % par CMB dont l'actionnaire majoritaire est une société, Saint-Gobain, dont les actions sont détenues en totalité par l'Etat. En conséquence, CII HB est contrôlée indirectement par l'Etat mais n'est pas nationalisée ».

5) Cette nationalisation était d'ailleurs revendiquée, il n'y a pas si longtemps par la Fédération des travailleurs de la métallurgie de la CGT.

6) Mais peut-être est-ce justement ce que le gouvernement voulait, à tout prix, éviter ?



## LUTTE ANTI-TERRORISTE RETOUR DU FICHAGE ?

**A** PRES s'être fêlée pendant des années d'échapper aux violences qui secouaient nos voisins, la France vient à son tour de plonger dans le cauchemar du terrorisme sous sa forme la plus barbare : le massacre aveugle et systématique.

Tous ceux et toutes celles qui, sont un tant soi peu attachés aux libertés, condamnent de tels actes qui renouent avec l'antisémitisme de la période nazie. Rien ne peut les justifier, même les causes les plus sincères.

Mais l'indignation et la colère sont de peu de recours face à des gens décidés à déstabiliser le nouveau gouvernement socialiste. Celui-ci ne peut rester sans réagir. La faiblesse, en ce domaine serait, je crois, interprétée par les commanditaires de tels attentats comme un encouragement à multiplier de tels actes (surtout qu'il semble, d'après les enquêtes policières, que nous n'avons pas à faire, dans la plupart des cas, à des groupes ayant une base sociale en France qui basculent dans la politique du pire mais à des groupes plus ou moins manipulés par des services secrets étrangers mécontents du rôle joué par la France au Proche-Orient ou dans toute autre partie du monde.

### Les principes démocratiques bafoués

Face à telles méthodes d'action, un Etat démocratique doit se défendre. Oui, mais comment ? Telle est la question qui nous est posée par les premières mesures annoncées par F. Mitterrand et par ce qui se passe dans les autres pays européens. Et là, comme le souligne *Libération* (1), le trait commun à toutes les initiatives anti-terroristes a été la transgression des principes démocratiques et juridiques.

Partout, les services de luttas contre le terrorisme se sont réorganisés sur le modèle

militaire et ont obtenu des gouvernants des lois rognant les libertés publiques et leur donnant de larges pouvoirs : garde à vue prolongée, écoutes téléphoniques, contrôle de la correspondance, perquisitions sans autorisation judiciaire. En Italie, on a promis des remises de peine aux terroristes repentis qui fournissaient des informations utilisables. En RFA, l'informatique a été largement mise à contribution. En 1974, était créé un fichier spécialisé exclusivement réservé à la lutte anti-terroriste. Ce fichier a été largement alimenté jusqu'à la quasi-saturation du système. Les passages renouvelés aux frontières, le contact même fortuit avec des suspects, l'activité militante anti-nucléaire par exemple suffisaient à vous rendre suspects et fichés. On a utilisé également les fichiers des autres administrations : ceux de la police bien entendus mais aussi ceux des services de l'électricité pour détecter les appartements souvent inoccupés, susceptibles de servir de planques aux terroristes.

En regard de ces précédents, comment juger ce que le gouvernement de gauche met en place ? Un premier point à mettre à son crédit, c'est qu'il n'envisage pas pour l'instant de créer de législations spéciales. Mais évidemment, ce qui reste de la loi Sécurité et Libertés, comme les possibilités de contrôle d'identité sera pleinement utilisé.

Par contre, confier ces missions à la gendarmerie et à ses corps d'élite spécialisés dans l'intervention musclée n'est pas vraiment rassurant. Cela va tout à fait dans le sens d'une militarisation des services chargés des enquêtes. Et puis, après l'arrestation de trois militants irlandais à Vincennes, il semble que le gouvernement et son nouveau délégué à la sécurité ne contrôlent guère ces services et se laissent facilement intoxiquer par eux.